

comprend aussi que l'agitation soit devenue plus intense en Bohême, en dépit des travaux du Conseil national, qui préparait suivant l'ordre de cabinet du 8 avril, le projet constitutionnel pour la Diète tchèque.

Mais c'étaient surtout les démocrates allemands qui étaient mécontents de l'établissement du Sénat ploutocratique et aristocratique et du suffrage indirect pour la Chambre des députés. Le gouvernement craignant des troubles sérieux se tira des difficultés en publiant le 16 mai une déclaration, qui convoquait la première Assemblée Constituante en Autriche, dont les membres seraient élus au suffrage presque universel, qui aurait à délibérer sur la Constitution Pillersdorf et qui donnerait enfin à l'Autriche une Constitution définitive. C'était donc un recul de la part du gouvernement. Cette convocation se basait de nouveau sur les principes centralistes ; l'idée même de la Constituante future, qui devait passer par dessus la couronne tchèque, et les nouvelles élections directes à un Parlement central étaient essentiellement contraires au droit historique d'Etat de la Bohême. Mais il n'y avait pas d'autre issue. Les Tchèques, comme nous l'avons vu, croyaient mieux faire en entrant dans la nouvelle Constituante pour y défendre leurs intérêts nationaux qu'en s'abstenant complètement de toutes les luttes politiques. D'une part, leurs espérances de pouvoir voter le projet constitutionnel du Conseil national pour la Bohême dans la Diète de Prague, furent brisées par l'insurrection qui éclata à Prague ; d'autre part, leurs compatriotes allemands entrèrent au Parlement, de sorte que la Bohême y aurait été représentée par les éléments